

Le « désir d'avenir » contrarié du peuple Gabonais : la COP 21 de Ségolène Royal au controversé NYFA de Libreville



Le « désir d'avenir » contrarié du peuple Gabonais : la COP 21 de Ségolène Royal au controversé NYFA de Libreville © 2015 D.R./Binto Media

Publié le 31 août 2015 à 06h45min - <http://info241.com/le-desir-d-avenir-contrarie-du-peuple-gabonais-la-cop-21-de,1244>

Mengue M'Eyaà présidente du conseil exécutif du Mouvement Civique du Gabon (MCG) et présidente du Mouvement Civique des Femmes, s'insurge contre la présence controversée de Ségolène Royal à l'édition 2015 du New-York Forum Africa, pompe à sous pour le couple Richard et Cécilia Attias, un gâchis malicieux d'Ali Bongo des deniers publics du peuple Gabonais.

L'ancienne journaliste de la radio panafricaine Africa n°1, taxe cette énième édition de trop du New-York Forum Africa, comme une aimable escroquerie intellectuelle et financière mise en place par un couple de publiciste Français, Richard et Cécilia Attias. Ce, au bénéfice d'un saupoudrage et d'enfumage médiatiques d'Ali Bongo et d'un pouvoir chancelant qui manquent véritablement de résultats concrets de projets de développement sur le terrain.

Pour Mengue M'Eyaà, les Gabonais-e-s avaient de la sympathie pour Ségolène Royal, et nombre de bi-nationaux avaient voté pour elle en 2007. Tout en soulignant que la première impression autour de la visite de la ministre française de l'écologie au Gabon est celle d'une imposture honteuse.



L'affairiste publiciste Richard Attias entouré par ses clients présidents dépensiers pour des gâteries médiatiques

Voici l'intégralité de ce communiqué de presse :

Après avoir fait une tournée en Afrique de l'Est, pour associer les partenaires et pays à la conférence sur le climat, c'est à Libreville que Mme Royal s'est rendue. On ne se rend pas au Gabon comme on va au Kenya, parce que le Gabon est l'épicentre de la Françafrique, comme en témoigne la saturation d'affaires politico-financières du clan Bongo dans les tribunaux français.

Les Gabonais sont donc abasourdis par le lieu choisi, le forum des Attias, affairistes reconnus dans le monde entier, pour promouvoir la COP21 (appelée ainsi car La France va accueillir et présider la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 2015 (COP21/CMP11), soit « Paris 2015 », du 30 novembre au 11 décembre 2015. L'objectif est de diminuer la progression des températures de 2 ° par un accord des pays).

Pourtant, le département, les Deux-Sèvres, dont elle est l'élue a une ville, Thouars, qui a d'abord eu un jumelage avec Port-Gentil, à partir de 1959, seul exemple au Gabon dans ces premières années. Puis, ce jumelage a donné l'impulsion à une coopération décentralisée appréciée des populations.

Elle n'est donc pas une inconnue au Gabon.

Ségolène Royal a été candidate socialiste aux élections présidentielles en 2007. Pour autant, malgré une bonne image auprès des populations et des militants de la démocratie au Gabon, que s'est-il donc passé pour qu'elle accepte de participer à un faux événement de M. Bongo ? Il est étonnant de s'appuyer sur un tel régime pour renforcer la crédibilité du sommet sur le climat dont Ségolène Royal porte le contenu.

Je dois également préciser que Ségolène Royal avait été une des premières personnalités à me féliciter lors de la création du Mouvement Civique des femmes en 1997. Lors de sa venue au Gabon, Ségolène Royal pourra t-elle enfin rencontrer les vrais acteurs de la démocratie, en dehors de ce « forum » où les vrais acteurs du développement ne sont pas invités, et qui sont sensibles à la transition écologique.

En effet, ce forum est monté sans les acteurs économiques gabonais, sans la société civile et bien sûr, sans les démocrates attachés au développement de leur pays. C'est la raison pour laquelle M. Ping, ancien président de la commission de l'Union africaine, et ancien

représentant du Gabon aux Nations Unies, a pu parler de « légion étrangère » prenant d'assaut l'économie gabonaise.

Malgré les dénonciations multiples, il y a comme une sorte de continuité qui consiste à « sauver le soldat Bongo » en légitimant un événement que les Gabonais dénoncent par tous les moyens.

On justifiera donc la présence de M. Bongo au sommet du mois de décembre au Bourget alors qu'il est un fossoyeur de l'environnement au Gabon. Il est juste à la recherche des moyens lui permettant de se maintenir au pouvoir.

Le New York Forum Africa est une aimable escroquerie intellectuelle et financière mise en place par un chargé de communication, Richard Attias, marié à l'ex Mme Sarkozy.

Financé par l'Etat gabonais, l'ancien Premier ministre a indiqué que ce forum était géré par la présidence de la République. Son coût est tenu secret, entre le ministre du Budget et la présidence. M. Ndong Sima précisa dans son livre qu'en tant que Premier ministre, il n'avait accès à aucune information financière, et qu'il y était à peine invité d'y assister. Le Parlement gabonais n'est pas non plus associé, et aucune information sur les coûts globaux ne lui est communiqué.

La culture du secret est donc au cœur du NYFA dont personne, au plus haut niveau du régime, n'a intérêt à connaître les immenses fonds remis à M. Attias et à ses associés, lequel écume les principaux pays africains, pour des forums inutiles aux populations africaines, au Congo ou au Sénégal.

La présence de personnalités extérieures à l'Afrique est donc l'alibi pour ce genre de « sommet ». Ainsi, Ségolène Royal, à la suite de Laurent Fabius, déjà venu en 2013 pour soi-disant rencontrer Paul Kagamé, a accepté complaisamment de venir en aide au régime gabonais. Le Gabon monte régulièrement des opérations de communication de prestige pour tenter d'apparaître légitime et pour faire croire qu'il s'intéresse aux grands problèmes du monde.

Une fois à Paris, M. Kagamé a superbement ignoré M. Fabius, car, selon les responsables politiques africains, M. Ali Bongo n'a aucune influence. Les relations entre la France et le Rwanda ne sont pas meilleures en raison de l'intercession du soi-disant médiateur, Ali Bongo.

La ministre de l'environnement a donc choisi de faire le déplacement pour donner du crédit au régime gabonais, qui a récemment fait la une de la presse française de manière scandaleuse.

En matière écologique, le Gabon est le deuxième pays en termes de biodiversité après le Brésil et l'Amazonie. Il y a de grands parcs au Gabon, avec une faune et une flore protégées par les populations locales, sans aucune aide de l'Etat. Ces parcs ont une origine datant de la colonisation.

Mais, il faut savoir que des **pygmées**, premiers habitants de ces contrées, ont été déplacés sans aucune précaution et avec très peu d'aides d'Etat en matière de santé publique ou en matière de scolarisation. Ils sont dépositaires d'une culture ancestrale qui se perd par rapport à la forêt, par rapport aux médecines traditionnelles, reposant sur les plantes.

En revanche, le régime n'hésite pas, notamment dans le Nord mais aussi à Mouila, à passer des accords de concession avec des multinationales peu regardantes sur l'écologie pour cultiver l'hévéa ou des palmiers à huile de palme. Ces deux espèces d'arbres appauvrissent les terres pour de longues années.

Le palmier à huile est aujourd'hui contrôlé strictement dans l'industrie alimentaire en Europe. Pourquoi ne le serait-il pas au Gabon et sur le continent africain ? Les populations gabonaises ne sont pas informées de la nocivité éventuelle de l'huile de palme sur la santé.

Les populations paysannes, dont la tradition est de cultiver du café ou du cacao, sont dépossédées de leurs terres. Elles ne sont pas consultées ou sont très peu impliquées. Les droits sociaux ne sont pas respectés.

Beaucoup de Gabonais finissent pas se résigner sous la pression du régime, car, il s'agit d'une opération politique menée par le pouvoir. La destruction de l'agriculture vivrière, ou reposant sur la culture du café ou du cacao, comme dans le Woleu-Ntem, est un message politique du régime contre l'ethnie fang, très présente dans le Nord du Gabon.

La destruction de l'éco-système au Gabon est menée de manière systématique par le régime, dès lors qu'il y a passation de contrats avec de substantielles contreparties financières.

La lutte contre les trafics d'ivoire est un autre exemple de l'incompétence du régime. De 2004 à 2011, le Gabon a perdu près de 11000 éléphants. Aucune action n'est menée et aucune communication n'est faite à ce sujet. De même, l'introduction transgénique s'est faite sans aucune consultation de la part du pouvoir.

Enfin, autre exemple, le lait frelaté pour les nourrissons, produit en Chine a été distribué au Gabon sans aucune précaution. Le scandale a été découvert une fois dénoncé en Europe. Ce régime n'a donc aucun souci de protection des populations. C'est un régime de prédation.

J'avais conduit en son temps avec l'accord du Député maire de Port-Genti I, Pierre Louis Agondjo Okawé, dont j'étais conseillère à son cabinet, un projet de développement intitulé « Port-Gentil, au cœur du développement durable », dès 2000, qui comportait de nombreux volets de protection écologique. Ce projet a été interrompu par le pouvoir.

Pendant que Mme Royal s'émerveille de la « contribution gabonaise » à la COP21 sans Gabonais, rédigée par un cabinet conseil, car M. Bongo a une forte consommation de communicants, il faut rappeler qu'une majeure partie de la population gabonaise n'a pas accès à l'eau potable et l'électricité, à l'énergie renouvelable ou pas. Elle croupit dans des conditions indignes de « mal vie » dans un des pays les plus riches, « sur le papier », en Afrique.

En définitive, face à l'affront fait au peuple gabonais, nous rappelons les conditions pour qu'ait lieu une élection présidentielle transparente et démocratique :

Voilà notre message réel à Madame Royal pour que le projet de la COP 21 ait un jour un impact au Gabon et sur les populations :

► 1°) Les élections présidentielles, anticipées ou non, doivent se dérouler sous le contrôle des Nations Unies, de l'Organisation de la Francophonie, de l'Union européenne, et de la France.

► 2°) Un recensement fiable de la population électorale doit être organisé. Il s'agit d'éviter le gonflement des électeurs du Haut Ogoué par rapport aux autres provinces pourtant davantage peuplées... mais avec moins d'électeurs. C'est à partir des services d'état-civil que s'organise la fraude. Pour une population de 800 000 électeurs au maximum, dans 9 provinces, la fiabilisation est tout à fait envisageable dans des délais rapides.

▶ 3°) il faut circonscrire les milices armées, proches de Bongo, qu'elles soient empêchées de réprimer la population.

▶ 4°) La commission nationale électorale doit avoir en son sein des experts internationaux incontestables désignés par les grandes puissances démocratiques afin que ne se reproduisent pas les fraudes massives de 2009 (L'envoyé de Nicolas Sarkozy a exercé des menaces directes sur la commission en 2009)

▶ 5°) La loi électorale doit être changée en faveur d'un second tour à l'élection présidentielle, et qu'aucune condition de résidence préalable ne soit opposée aux candidats à l'élection présidentielle dès lors que les candidats sont de nationalité gabonaise.

En effet, il y a qu'un seul tour aux élections au Gabon, d'où l'incitation par le régime d'une multitude de candidatures. Comme il n'y a pas de second tour, le jeu démocratique, déjà entravé, est donc faussé.

▶ 6°) La France doit veiller à ce que ses ressortissants ne soient pas mis en danger par des proches du régime, tous les actes qui déclencheraient ainsi l'implication militaire de la France concourant à la sauvegarde du régime .

▶ 7°) Compte tenu des blocages internes, de l'impossibilité pour Ali Bongo de dialoguer sans exercer de menaces, il serait préférable que la France, et ses autres partenaires, organisent, comme en 1993, de nouveaux « accords de Paris », permettant une sortie de crise sur la base d'un programme de travail démocratique.

Il faut en effet noter que toutes les médiations récentes des Nations Unies, intervenues après les arrestations sommaires d'une centaine de personnes pacifiques, ont été rejetées par le régime.

▶ 8°) La parité à tous les niveaux des élections politiques doit être instaurée. Les femmes sont constitutives de la nation gabonaise et contribuent pour moitié à sa construction. Elles sont plus nombreuses que les hommes. Elles sont impliquées dans la vie économique, dans le tissu économique informel, qui pallie la défaillance de l'Etat.

Elles participent de même à la tentative d'instauration d'un nouvel ordre démocratique alternatif. Il est donc logique que les femmes puissent accéder aux responsabilités de même niveau que les hommes à toutes les strates de la vie politique, mais aussi, sociale, économique, environnementale, et qu'elles ne soient plus assignées aux problématiques de la « mère et des enfants » ou de la « vie domestique ». Il s'agit d'une exigence de progrès pour le Gabon.

Il n'est plus possible pour les défenseurs de l'environnement de s'appuyer sur n'importe qui, notamment sur le clan Bongo du Gabon. Les exigences posées à Poutine sur l'Ukraine, ou sur Bachar El Assadet et la Syrie, ne doivent pas être différentes en ce qui concerne le Gabon et le clan Bongo, poursuivi par l'affaire des biens mal acquis, au risque de décrédibiliser la parole de la France.

Au lieu de pressions fortes sur le clan Bongo, qui refuse la démocratie et l'alternance, c'est à une visite controversée à laquelle s'est livrée Ségolène Royal, et ceux qui lui ont donné l'autorisation de faire un tel déplacement au Gabon.

Quant à l'inauguration du poste satellitaire à Nkok, devons-nous nous féliciter d'un instrument supplémentaire pour surveiller les terroristes, mais aussi les populations civiles, les adversaires politiques qui peuvent être jetés en prison du jour au lendemain ? Comme la centaine de personnes arrêtées et emprisonnées en décembre 2014 sans aucune raison : l'infraction était qu'elles étaient supposés être des adversaires politiques de M. Ali Bongo.

M. Ali Bongo a aussi osé s'adresser à la jeunesse du continent quand la jeunesse gabonaise est en détresse, diplômée ou pas. Il s'est même aventuré à parler du problème de l'immigration en Europe, quand on sait que bon nombre de Gabonais aspirent à quitter le Gabon, non pas pour des raisons économiques, mais pour l'impossibilité d'entreprendre, d'étudier, d'exercer son métier, ou de choisir ceux et celles le représentent au niveau local comme au niveau international.

L'Europe doit donc s'habituer à des vagues d'immigration en raison du soutien apporté à des dictateurs ou à des autocrates. L'Europe a encore la possibilité de se rattacher aux valeurs démocratiques et au « désir d'avenir » des peuples africains, notamment de celui des Gabonais et des Gabonaises.

Pour fixer les populations dans leurs pays respectifs, il faudrait que la France soutienne la démocratie. C'est ce message que les Gabonais attendent. Il est bien de citer Barack Obama sur la question du climat. Il serait bien que les responsables politiques le citent également en matière d'exigences démocratiques.

Evidemment, nous sommes favorables à la COP 21 mais sans Bongo qui est à l'antithèse des préoccupations environnementales. La maîtrise du changement démocratique ne peut se faire sans les peuples.

Le message que nous portons est d'exiger le départ de Bongo, car, il n'a plus le droit constitutionnel de se représenter, et, d'être au pouvoir. En France, pour les mêmes motifs de faux documents, un chef d'Etat aurait été traduit devant la Haute Cour de Justice.

Fait à Paris, le 30 août 2015

Mengue M'Eyaà

Ancienne journaliste d'Africa N°1

Présidente du Mouvement Civique du Gabon

Présidente du Mouvement civique des femmes